

RÉVOLUTIONS ARABES

Transitions incertaines

Les révolutions arabes n'ont pas fait long feu. C'est le constat qu'il est donné de faire, à présent que quatre révoltes, tunisienne, égyptienne, libyenne et yéménite, ont, sinon abouti, réalisé l'essentiel et que, d'autres, sous un formidable effet d'entraînement, travaillent toujours à rapprocher le crépuscule d'autres dictateurs. Ceci même si force est d'observer par ailleurs que les peuples ne se sont pas toujours vu servir ce qu'ils ont ardemment souhaité et réclamé.

Les Tunisiens, qui inaugurèrent cette chasse ouverte aux despotes arabes, se retrouvent contraints de faire l'expérience de l'islamisme, non en tant que vecteur politique dans l'opposition mais en tant que force institutionnelle prépondérante.

En effet, c'est le parti Ennahda de l'extrémiste Rachid Ghannouchi qui s'est adjugé une place de choix dans l'Assemblée constituante. Et le pire est peut-être à venir, déjà que Ghannouchi se voit réserver les protocoles dignes d'un chef d'Etat. Chez l'autre voisin de l'Est, la Libye, le Conseil national de transition



Photo : DR

(CNT) n'a pas mis beaucoup de temps après la proclamation de la libération du pays pour annoncer que la Charia sera la source de toute législation. Quoi de meilleur fertilisant pour la germination des graines islamistes que cette sentence décrétée par le président du CNT,

Mustapha Abdeldjalil ? En Egypte, où les islamistes adoptent un profil bas et attendent leur heure, ce sont les militaires qui semblent vouloir s'établir durablement au pouvoir. Ce qui vaut au pays de la vallée du Nil de replonger dans une nouvelle protesta, laquelle, comme celle précé-

dente, a pour épiscentre la place Tahrir. Mais l'Egypte n'est pas hors de portée de l'islamisme. Les législatives de lundi prochain sont aussi incertaines qu'étaient les élections pour la Constituante en Tunisie. Le même islamisme se positionne en force incontournable dans l'échiquier électoral marocain où ont eu lieu hier les élections législatives.

Il est vrai que le trône marocain n'a pas connu l'épreuve de révoltes populaires semblables à celles vécues par la Tunisie, l'Egypte et la Libye mais il n'est pas pour autant immunisé contre l'islamisme. Plus loin que le Maroc, au Yémen, infesté par Al Qaïda, la persistance de la révolte a fini par avoir raison de l'entêtement de Ali Saleh à s'accrocher au pouvoir. Reste alors la Syrie où la situation s'enlise dangereusement de jour en jour. Bachar Al Assad, auquel la Ligue arabe a tendu la perche, maintient son tout répressif, au risque de voir le Conseil de sécurité de l'ONU se résoudre à voler au secours de la population en danger. L'on sait où cela conduit.

Sofiane Aït Ifflis

UNE SEMAINE DE RASSEMBLEMENT PLACE TAHRIR EN ÉGYPTÉ

Le peuple veut... chasser l'armée

Les Egyptiens, qui se sont mobilisés pour déchoir Hosni Moubarak et son régime, ne veulent pas rester sur une révolution inaccomplie. Dans leur viseur à présent : le renvoi du Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui exerce le pouvoir de transition, et la consécration de la primauté du civil sur le militaire.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Place Tahrir n'a pas désempli depuis une semaine. C'est par dizaines, voire par centaines de milliers que les Cairotes y ont afflué pour réclamer le départ du pouvoir militaire et son remplacement par un pouvoir civil. Hier, ils ont réussi le pari de tenir un méga-rassemblement dit de «la dernière chance».

Mais le maréchal Tantaoui et ses galonnés de subalternes ne semblent pas près d'abandonner un pouvoir auquel ils ont pris goût visiblement.

Ils résistent, usent de promesses et de subterfuges, après avoir recouru, une semaine durant, à une répression meurtrière.

Quarante et une personnes ont péri lors des affrontements entre manifestants et forces de sécurité.

Le Conseil suprême des forces armées, qui a présenté ses excuses pour la mort de ces personnes, est demeuré inflexible quant à la principale revendication formulée par les campeurs de la place Tahrir,



Photo : DR

en l'occurrence le passage de témoin à un pouvoir civil. Vendredi, alors que place Tahrir, noire de monde, grondait sa colère contre les militaires, le CSFA a pourvu le poste de chef de gouvernement, resté vacant après la démission lundi de Essam Charaf.

Le nouveau nommé à la tête du gouvernement égyptien, Kamal el Ganzouri, a déjà officié en tant que Premier ministre (1996-1999) sous Hosni Moubarak.

Pas de quoi soulever les acclamations du côté de la place Tahrir. C'est même avec scepticisme et méfiance que cette nomination a été accueillie.

Les partis et organisations, qui ont décidé de donner naissance à l'acte II de la révolu-

tion égyptienne, restent résolument engagés à cueillir le fruit de cette formidable mobilisation populaire. Une résolution qui leur a dicté de rejeter la promesse du CSFA d'organiser les élections présidentielles à la fin juin, début juillet 2012.

Pour eux, l'armée travaille à remettre en cause les acquis de la révolution. Aussi réclament-ils son départ illico du pouvoir. Cette révolte contre le pouvoir militaire a germé après que le CSFA eut cru bon d'élaborer une charte qui soustrairait l'armée au contrôle du Parlement.

Les partis, les libéraux, comme ceux de gauche, ainsi que les organisations de la société civile ont perçu cette initiative comme une tentative de l'armée de renforcer son

assise et s'accaparer durablement le pouvoir.

Les Frères musulmans restent à l'écart

Si le Conseil suprême des forces armées se trouve sevré du soutien d'Al Azhar, la principale institution religieuse du pays, qui, hier, a appuyé les manifestants de la place Tahrir, il peut cependant se réjouir du désengagement des Frères musulmans et des salafistes de la révolte populaire qui a présentement cours dans le pays.

En restant à l'écart de la révolte, les Frères musulmans donnent la preuve tangible qu'ils acquiescent au calendrier de la transition tel qu'élaboré par le pouvoir militaire. Pour sûr, ils calculent de s'investir dans les prochaines

élections législatives, prévues, faut-il le rappeler, pour ce lundi. Exclues de l'équation politique durant le régime de Hosni Moubarak, les Frères musulmans pensent pouvoir profiter de la situation présente en Egypte pour s'aménager en douce une assise dans les institutions.

C'est donc pleins de ruse qu'ils sont restés en marge de cette révolte d'automne, s'affichant par là même respectueux du pacte politique passé avec les autorités militaires qui assument la transition en Egypte.

En la circonstance, pareille attitude vaut soutien au CSFA. Un soutien, peut-être même actif, tant est que rien ne dit que les Frères musulmans n'ont pas été de la manifestation de soutien au CSFA, organisée vendredi au quartier Abbasiya, à quelques kilomètres de la place Tahrir. L'attitude des Frères musulmans, d'apparence timorée, procède donc d'une stratégie politique affinée, laquelle voit en la conjoncture faite de transition et d'incertitude une aubaine inespérée pour la récolte de dividendes électoraux.

Mais en même temps, les Frères musulmans et les islamistes égyptiens en général fournissent par cette attitude observée la preuve de ce que la révolte qui a mis fin au règne de Moubarak ne leur doit rien. La démonstration actuelle place Tahrir l'atteste.

S. A. I.